

Les livres

***Le destin économique de l'industrie du papier en France*, par René Cercler. Un vol., 5¼ po. x 8, broché, 212 pages — LIBRAIRIE PLON, 8, rue Garancière, Paris 6^e, 1957**

Camille Martin

Volume 33, numéro 4, janvier–mars 1958

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001295ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001295ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1958). Compte rendu de [*Le destin économique de l'industrie du papier en France*, par René Cercler. Un vol., 5¼ po. x 8, broché, 212 pages — LIBRAIRIE PLON, 8, rue Garancière, Paris 6^e, 1957]. *L'Actualité économique*, 33(4), 685–686. <https://doi.org/10.7202/1001295ar>

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1958

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

chapitres suivants et un dernier chapitre traduit l'opinion des milieux patronaux. Enfin, le problème de l'intégration du régime de réparation des accidents du travail dans le système de sécurité sociale, en tant que cette intégration soulève un problème de structure administrative, est abordé en appendice.

Une abondante littérature se préoccupe des nombreux problèmes politiques, financiers, sociologiques et même moraux que pose la sécurité sociale, mais il semble que jusqu'à M. Kelders personne n'ait songé à étudier les rouages du mécanisme administratif du régime, au point de vue juridique.

Camille Martin

Travail professionnel et charges familiales de la femme ouvrière (Enquête dans l'agglomération namuroise), par GABRIELLE VOSSE-SMAL. (Collection scientifique de la Faculté de Droit de l'Université de Liège, n° 2). Un vol., 6½ po. × 10, broché, 234 pages. — FACULTÉ DE DROIT DE LIÈGE, 1956. (150 frs b.).

En Belgique, comme ailleurs, les femmes prennent une part active de plus en plus grande dans la vie économique du pays, surtout depuis la seconde guerre mondiale. Ce phénomène sociologique moderne est cependant une source de conflits: conflit intérieur pour les intéressées, partagées entre leurs devoirs familiaux et leurs obligations professionnelles; conflit de doctrine ou de politique sociale entre économistes et démographes; conflit d'idéologies. Le présent travail, basé sur une enquête conduite dans l'agglomération namuroise auprès de femmes ayant des charges familiales et exerçant un travail salarié en dehors de leur foyer, dans des entreprises industrielles occupant au moins vingt femmes, cherche «à comprendre la conciliation que la femme ouvrière doit réaliser dans sa vie de chaque jour, avec plus ou moins de bonheur, entre les tâches professionnelles et les charges du ménage et des autres responsabilités familiales».

Quel sera le comportement, dans son milieu de travail, de la femme qui cumule l'exercice d'activités professionnelles avec la gestion d'un ménage? Comment s'acquittera-t-elle de ses obligations familiales si elle est absente du foyer une partie importante de la journée? C'est à ces deux questions que l'on s'efforcera de répondre dans cette étude méthodique et fouillée, centrée sur la compréhension des influences réciproques susceptibles d'intervenir. On attirera également l'attention sur les solutions adoptées par les travailleuses pour concilier, le plus souvent avec courage et sens pratique, les activités professionnelles et la gestion d'un foyer, que d'aucuns considèrent, avec raison, comme difficilement compatibles.

Camille Martin

Le destin économique de l'industrie du papier en France, par RENÉ CERCLER. Un vol., 5½ po. × 8, broché, 212 pages. — LIBRAIRIE PLON, 8, rue Garancière, Paris 6^e, 1957.

Un ensemble de circonstances complique et freine dans une certaine mesure les reconversions nécessaires dans plusieurs branches de la production française. L'industrie papetière pour sa part est présentement aux prises avec le double problème de l'expansion et de la reconversion. La demande de papier augmente

rapidement en France, comme dans le monde entier, tandis que la production française suffit déjà à peine à couvrir les besoins.

L'industrie française a déployé de grands efforts pour accroître sa capacité de production, mais elle s'est heurtée au problème de l'insuffisance des matières premières françaises, notamment du bois à pâte. Puisqu'elle est dans une large mesure dépendante de l'étranger pour ses approvisionnements, l'industrie française est donc pour autant vulnérable.

Heureusement que des procédés techniques permettant d'avoir recours à des matières premières nouvelles, telles que plantes annuelles et arbustives et surtout taillis feuillus, sont en voie d'être mis au point. La reconversion de l'industrie nécessiterait alors des investissements très importants, mais rendrait possible l'affranchissement plus ou moins total des approvisionnements étrangers.

La présente étude sur la structure de la production et des échanges a conduit à la conclusion que l'industrie n'était ni indépendante de l'étranger ni en bonne position concurrentielle. Or le moins que l'on puisse exiger d'une politique future, c'est qu'elle atteigne au moins l'un de ces objectifs. Mais en quels termes se pose le problème? Faut-il s'attacher aux solutions visant à affranchir le consommateur et l'industrie de l'étranger? Faut-il chercher par tous les moyens à obtenir le meilleur prix possible? Si l'on opte pour la première alternative, il n'y a pas de doute que l'on doive se tourner vers l'utilisation des matières premières nouvelles; si au contraire on choisit la seconde, on doit avoir recours à l'importation. Cependant, il n'est pas impossible que la première solution permette d'atteindre simultanément les deux objectifs, c'est-à-dire assurer le consommateur d'un approvisionnement national à des prix avantageux.

Camille Martin

Study of Inter-Latin-American Trade, préparée par le secrétariat de la COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE. Un vol., 8½ po. × 11, broché, 313 pages. — NATIONS UNIES, DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIQUE, New-York, 1957. (\$3.)

Les républiques de l'Amérique latine souffrent de l'absence d'une politique rationnelle régissant leur commerce réciproque. Les problèmes d'investissements, d'approvisionnement de matières premières, de faible productivité seraient plus faciles à résoudre si les pays d'Amérique latine mettaient leurs efforts en commun dans le but de favoriser la circulation de certains produits essentiels et d'étendre leur marché en dehors de leurs propres frontières. Les barrières tarifaires, les restrictions de changes, les difficultés de crédit et de transport empêchent certains pays de l'Amérique latine de faire servir leurs surplus exportables à l'achat dans la région de produits essentiels à leur développement économique. Dans la plupart des pays, le faible marché national est un obstacle à l'établissement d'entreprises de construction de machines et d'équipement nécessaires au développement économique.

Les pays concernés se rendent bien compte de la gravité de la situation ainsi qu'ils l'ont démontré à la cinquième session de la Commission économique pour l'Amérique latine (Rio de Janeiro, avril 1953), lors de l'étude des problèmes